

toutes les autres politiques de nature à diviser. A maintes et maintes reprises, le très honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) est revenu sur l'idée d'un Canada unifié. A quoi aboutissons-nous? A des politiques de dissension et de destruction. Et surtout, en l'année du centenaire de notre Confédération, comme je l'ai déjà dit, au lieu d'une politique de renonciation, nous demandons une politique d'union, que l'on reconnaisse l'existence de deux groupes ethniques, premiers fondateurs de la Confédération. Nous demandons à tout le Canada français, et non seulement au Québec, d'insister sur la reconnaissance de l'identité culturelle et de l'intégrité culturelle, sur lesquelles devra s'édifier notre pays s'il veut survivre.

Le premier ministre a inventé la théorie des deux nations. Voici ce qu'il a dit à La Malbaie le 17 août 1963:

A la veille des fêtes du centenaire, il serait souhaitable de remanier la Confédération pour l'adapter aux besoins actuels. Nous voulons un modèle de 1963.

Il a fait fi de tout cela dans son discours d'hier. Ainsi, sous la direction du premier ministre, le gouvernement libéral a constamment adopté une attitude néfaste et dangereuse sur la question de l'unité nationale depuis son arrivée au pouvoir. Les libéraux ont abandonné la partie; ils ont créé deux nations, mettant le Québec à part, et établi les rouages grâce auxquels M. Lesage a signé des accords internationaux. Ils aperçoivent maintenant le bout de la route où se dresse la dissolution. Ils reculent d'épouvante comme le charmeur de serpents hindou qui a perdu sa flûte. Ils n'ont aucune autre solution à offrir. Le gouvernement actuel, dirigé par le premier ministre, a créé un monstre de dissension et de discorde à la manière de Frankenstein. (*Exclamations*)

J'entends des ricanements. Que ceux qui ricanent écoutent une autre déclaration que le premier ministre a faite à La Malbaie, en 1963, lorsqu'il a énoncé sa théorie de la mère-patrie. Voici ce qu'il disait alors:

Je sais aussi bien que vous que la province de Québec est différente des autres, car tout en étant une province canadienne, c'est la mère-patrie d'habitants d'autres provinces.

Du point de vue constitutionnel, c'est le gouvernement fédéral et non telle ou telle province qui est le défenseur des minorités. Si nous suivions la manière de voir énoncée à cette occasion par le premier ministre, il serait logique d'admettre que le gouvernement du Manitoba se soucie des Ukrainiens de Montréal, que le gouvernement de l'Ontario s'inté-

[M. Nielsen.]

resse aux anglophones de Saskatoon. Vous imaginez le beau chaos, à l'échelle nationale, auquel nous conduirait la théorie de la mère-patrie que nous a servie le premier ministre en 1963.

Dans ce même discours, le premier ministre déclarait qu'il s'efforceraient de créer un statut d'égalité entre les deux partenaires—Québec et Ottawa. Mais il n'a jamais expliqué en quoi consistait ce statut d'égalité. D'après le premier ministre Johnson, ce statut n'a jamais existé. Dans tout ceci, notre premier ministre et son gouvernement ont commis l'erreur monumentale de ne pas établir de distinction entre le Québec, qui est une province, et le Canada francophone, entité culturelle reconnue dans la Constitution de 1867 et qui ne s'identifie pas plus avec le Québec que le Canada anglophone ne s'identifie avec l'Ontario. Un citoyen anglophone qui vit à Montréal—et j'adresse ma question au député de Verdun (M. Mackasey)—est-il moins anglophone parce qu'il vit à Montréal?

Ce sont les politiques dangereuses, destructives et entraînant la discorde, mises de la l'avant par le premier ministre et son gouvernement, qui ont favorisé cette balkanisation dont nous a prévenu le chef de l'opposition. Le premier ministre s'est placé dans une position impossible et tente maintenant, avec l'aide héroïque du ministre des Finances (M. Sharp), de s'en sortir. Pendant ce temps, l'unité canadienne subit un tort irréparable. Ce discours prononcé à La Malbaie était l'exposé classique de la doctrine désastreuse du fédéralisme coopératif, incorporant la théorie des deux nations. Le premier ministre ayant admis que le Québec était effectivement une entité politique distincte et séparée, comme la Suisse ou le Ghana, traite depuis lors avec cette province à distance, comme s'il traitait avec les ambassadeurs d'un État étranger. Il a oublié que le Québec fait partie du Canada. Il est temps qu'il retire ses lunettes roses.

● (8.50 p.m.)

Depuis trois ans, les journaux libéraux, agissant de concert, tentent de faire prendre des vessies pour des lanternes et de masquer les dangereuses et néfastes erreurs du gouvernement actuel. Le fait est que lorsque le présent gouvernement a accordé à M. Lesage le droit de traiter avec des États étrangers, il a porté à l'unité nationale un coup dont elle ne s'est pas relevée. Le droit qu'il a créé à l'intention de M. Lesage, il le refuse maintenant au premier ministre Johnson, et l'unité ne s'en porte que plus mal. Le gouvernement